

IDASY
EXPERTISE CONSEIL AUDIT

**FONDS DE DOTATION
TAYLOR**

Siège social : 1 RUE DE LA BRUYERE– 75009 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS**

IDASY

EXPERTISE CONSEIL AUDIT

FONDS DE DOTATION TAYLOR

Régi par la loi n° 2008-776 du 4 Aout 2008 de modernisation de l'Economie,
Articles 140 et 141 et le décret n° 2009-158 du 11 Février 2009

Siège social : 1 RUE DE LA BRUYERE– 75009 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres du Conseil d'administration,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du **FONDS DE DOTATION TAYLOR** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FONDS DE DOTATION à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

IDASY

EXPERTISE CONSEIL AUDIT

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

IDASY

EXPERTISE CONSEIL AUDIT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Elbeuf le 26 mai 2025

Oumar SALL
Commissaire aux Comptes



BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le 31/12/23
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/24	
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	3 198 408	1 680 803	1 517 604	690 528
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours	27 800		27 800	762 995
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	358 308	39 026	319 282	314 356
Prêts				
Autres	23 470		23 470	19 635
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	3 607 985	1 719 829	1 888 156	1 787 514
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	258 786	19 592	239 194	247 366
Valeurs mobilières de placement	944 578	713	943 865	310 370
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	140 274		140 274	680 763
Charges constatées d'avance				
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 343 638	20 305	1 323 333	1 238 499
FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	4 951 623	1 740 134	3 211 489	3 026 013

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/24	Exercice clos le 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	418 004	418 004
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	2 423 626	2 095 800
Excédent ou déficit de l'exercice	201 507	327 826
SITUATION NETTE	3 043 136	2 841 630
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	3 043 136	2 841 630
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		380
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		136 450
Emprunts et dettes financières diverses	147 149	6 270
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 300	
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	14 903	1 283
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		40 000
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (III)	168 352	184 383
ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	3 211 489	3 026 013

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	1 312 204	1 194 162	118 043	10%
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation				
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	18 691	173 612	(154 921)	-89%
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	1	2 605	(2 604)	-100%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 330 897	1 370 379	(39 482)	-3%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	967 171	799 479	167 692	21%
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	87 752	88 127	(375)	0%
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements	121 005	87 418	33 587	38%
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	0	146 092	(146 092)	-100%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 175 928	1 121 116	54 812	5%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	154 969	249 263	(94 294)	-38%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	16 725	15 548	1 177	8%
Autres intérêts et produits assimilés	24 281	58 900	(34 619)	-59%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	46 598	46 365	233	1%
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	4 093	5 089	(996)	-20%
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	91 696	125 902	(34 206)	-27%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	39 739	46 598	(6 858)	-15%
Intérêts et charges assimilés				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 105	2 658	(1 553)	-58%
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	40 845	49 256	(8 411)	-17%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	50 852	76 646	(25 794)	-34%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	205 820	325 909	(120 088)	-37%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion		964	(964)	-100%
Sur opérations en capital		1 153	(1 153)	-100%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		2 117	(2 117)	-100%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	3 014	200	2 814	1407%
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	3 014	200	2 814	1407%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(3 014)	1 917	(4 930)	-257%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)	1 300		1 300	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 422 593	1 498 398	(75 805)	-5%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII)	1 221 086	1 170 572	50 514	4%
EXCÉDENT OU DÉFICIT	201 507	327 826	(126 319)	-39%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				

ANNEXE

1 janvier 2024 au 31 décembre 2024

BLL AUDIT CONSEIL

24 rue Godot de Mauroy, 75009 PARIS - Téléphone : 01 42 66 30 11

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Le fonds de dotation Taylor a été créé en 2012.

Les immeubles légués à la fondation Taylor ont été apportés au fonds de dotation lors de sa constitution.

Les revenus locatifs de ces immeubles permettent au fonds de dotation Taylor de promouvoir et d'encourager la création artistique.

Il réalise ses actions d'intérêt général en soutenant notamment le financement des actions de l'association Taylor.

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 ont été établis selon les normes définies par le plan relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, arrêté ministériel du 26/12/2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

* Constructions :

La méthode des composants consiste à ventiler comptablement une immobilisation corporelle amortissable en fonction des

éléments qui la composent et qui ont une utilisation différente de l'élément principal. Les composants d'une immobilisation s'amortissent selon un rythme différent. La fédération des sociétés Immobilières (FSIF) a proposé une matrice d'analyse des composants en fonction des catégories d'immeubles. Quatre composants ont été retenus :

- Gros oeuvre (structure) pour 50 % amortissable sur 50 ans,
- Facades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures pour 10 % amortissables sur 30 ans,
- IGT : chauffage, ascenseurs, électricité, plomberie et autres équipements pour 25 % amortissable sur 15 ans,
- Agencements extérieurs et décoration (cloisons, carrelage) pour 15 % amortissable sur 15 ans.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	418 004				418 004
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	2 095 800	327 826		0	2 423 626
Excédent ou déficit de l'exercice	327 826		201 507	327 826	201 507
SITUATION NETTE	2 841 630				3 043 136
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS PROPRES	2 841 630				3 043 136

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre	2 250 326		948 081			3 198 408	
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind							
Installations générales, agencements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours	762 995				735 195	27 800	
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	3 013 322		948 081		735 195	3 226 207	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés	358 308					358 308	
Prêts et autres immobilisations financières	19 635		3 834			23 470	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	377 943		3 834			381 778	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	3 391 265		951 915		735 195	3 607 985	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	1 559 798	121 005		1 680 803
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel				
Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	1 559 798	121 005		1 680 803
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	1 559 798	121 005		1 680 803

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières	43 953		4 927	39 026
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations	22 237		1 932	20 305
TOTAL GÉNÉRAL	66 190		6 858	59 331

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	23 470		23 470
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	17 062	17 062	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	241 724	241 724	
Charges constatées d'avance			
TOTAL DES CRÉANCES	282 256	258 786	23 470

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	147 149	147 149		
Fournisseurs et comptes rattachés	6 300	6 300		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 354	2 354		
Impôts sur les bénéfices	717	717		
Taxe sur la valeur ajoutée	11 832	11 832		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	168 352	168 352		

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 160
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	5 160

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	

CHIFFRES D'AFFAIRES ET RESSOURCES

	Montants
Locations diverses	1 072 325
Loyers Helder (TVA)	146 254
Autres produits activités annexes	87 476
Charges Helder (TVA)	6 149
TOTAL GÉNÉRAL	1 312 204

CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS**Subventions d'exploitation**

Le fonds de dotation Taylor a versé la somme de 588 000 euros à la fondation Taylor

Rémunération des commissaires aux comptes

Honoraire de certification des comptes : 5 160 euros

Effectif

Effectif moyen du personnel : 0 salarié

Engagement de retraite

Néant

Mise a disposition Gratuite

La fondation Taylor met à disposition gracieuse, au profit du fonds de dotation : une

- un espace de bureau équipé
- une salle de réunion

Une convention a été signée entre les deux parties le 08 octobre 2012 pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Aucune valorisation n'a été effectuée car cette mise à disposition est très occasionnelle et n'est pas significative pour les comptes du fonds de dotation.